

Swissleaks : HSBC mise en examen en France



La banque britannique a annoncé la nouvelle, ce jeudi 9 avril, dans le cadre d'une enquête portant sur des soupçons de fraude fiscale impliquant sa filiale suisse de banque privée pendant la période 2006-2007.

C'est maintenant au tour de la France de poursuivre la banque HSBC. Ainsi, le groupe bancaire HSBC Holdings a annoncé jeudi avoir été mis en examen par la justice française dans le cadre d'une enquête portant sur des soupçons de fraude fiscale impliquant sa filiale suisse de banque privée pendant la période 2006-2007. Les détails ne sont pas encore connus, mais le parquet national financier français avait requis un renvoi en correctionnelle pour blanchiment aggravé de fraude fiscale et démarchage illicite, en mars dernier.

"HSBC Holdings estime que la décision des magistrats français est dénuée de tout fondement juridique et que la caution est imméritée et excessive", se défend le groupe, qui entend faire appel. Cette mise en examen est assortie d'une caution d'un milliard d'euros, précise HSBC dans un bref communiqué.

Cela fait évidemment suite à l'affaire "Swissleaks". La banque HSBC s'est retrouvée début février au coeur d'un vaste scandale financier, après qu'une investigation internationale de plusieurs médias l'a accusée d'avoir fait transiter quelque 180 milliards d'euros de riches clients entre novembre 2006 et mars 2007 sur des comptes en Suisse, afin de leur éviter d'avoir à payer des impôts dans leurs pays respectifs.

En février dernier, le patron de la maison mère avait publié une lettre "à tous les clients de HSBC, aux actionnaires et aux employés" dans plusieurs grands quotidiens britanniques. "Nous n'avons aucunement l'intention de faire des affaires avec des clients qui se soustraient à l'impôt et ne respectent pas nos exigences en matière de lutte contre les délits financiers" a expliqué Stuart Gulliver soulignant que la filiale suisse avait été "complètement réorganisée."

Si le vol des données date maintenant de 8 ans et qu'il faut remettre "dans leur contexte" les informations des médias, le directeur général a néanmoins reconnu la nécessité de "montrer que nous comprenons que les gens que nous servons attendent davantage de notre part" note-il. "C'est pourquoi nous présentons nos excuses les plus sincères."